

Brochure n° 3245

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1501. – RESTAURATION RAPIDE**

AVENANT DU 16 JANVIER 2013  
À L'AVENANT N° 42 DU 11 MAI 2010  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE ET À L'ACTION SOCIALE

NOR : ASET1350457M  
IDCC : 1501

**PRÉAMBULE**

Au vu des résultats techniques excédentaires du régime de prévoyance et dans l'attente d'un nouvel examen des garanties de prévoyance et des taux de cotisations, les partenaires sociaux ont convenu de mettre en place, pour l'année 2013, un taux d'appel de la cotisation inférieur au taux défini par l'avenant n° 42 à la convention collective nationale de la restauration rapide.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Taux d'appel des cotisations destinées au financement  
des garanties de prévoyance*

La cotisation destinée à financer les capitaux décès, invalidité absolue et définitive, rente éducation, rente de conjoint, frais d'obsèques, incapacité de travail et portabilité sera appelée, pour l'année 2013, au taux de 0,049 % de la masse salariale brute du personnel affilié, aux lieu et place du taux de 0,248 %, selon le barème suivant :

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	TAUX contractuel	TAUX d'appel 2013
Décès, invalidité absolue et définitive	0,104	0
Rente éducation, rente conjoint, frais d'obsèques	0,044	0,049
Incapacité de travail	0,090	0
Portabilité	0,010	0
Total	0,248	0,049

Les cotisations destinées au financement du fonds d'action sociale restent inchangées (appelées à 0 % pour l'année 2013).

L'organisme gestionnaire procédera à la régularisation du montant des cotisations des entreprises adhérentes pour l'année 2013, lors de la réception des déclarations annuelles des salariés 2013 (DADS) permettant l'ajustement des comptes sur les masses salariales.

Le taux de répartition de la cotisation à la charge de l'employeur et des salariés n'est pas modifié.

## **Article 2**

### *Durée. – Date d'effet*

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Il cessera de produire tout effet à l'échéance du terme, soit le 31 décembre 2013. En aucun cas, il ne pourra, à l'échéance, produire ses effets comme un accord à durée indéterminée, les parties décidant de faire expressément échec à la règle prévue à l'article L. 2222-4 du code du travail.

## **Article 3**

### *Publicité. – Extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à toutes les entreprises entrant dans le champ d'application professionnel et territorial tel que défini à l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale du 18 mars 1988.

Le présent avenant fera l'objet des mesures de publicité et dépôt en vigueur.

Fait à Paris, le 16 janvier 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

SNARR.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

INOVA CGC.